



UN BILAN ECONOMIQUE DES 30 ANS AU POUVOIR D'IDRISS DEBY ITNO : L'absence de culture de la création de richesses des militaires-gouvernants !

23 avril 2021

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO

Directeur Afrocentricity Think Tank

yeamaizo@afrocentricity.info

Sur le plan économique, le Président tchadien Idriss Deby n'a pas été performant pour servir la grande majorité de la population tchadienne au cours de la trentaine d'années passées au pouvoir¹.

1. CHUTE VERTIGINEUSE DE LA RICHESSE SOUS IDRISSE DÉBY ITNO

La création de richesse n'a pas progressé pour la population. En effet, le Tchad est passé d'une croissance de la richesse (produit intérieur brut - PIB) de 9,8 % de moyenne dans les années 2004-2008 à 1,5 % entre 2018 et 2021. C'est donc bien, une fois encore sur le plan économique, un échec des régimes militaires, des adeptes réguliers des coups d'Etat. Ces régimes se sont construits au fil du temps, une image de « contrôleurs de la démocratie où ils gagnent à tous les coups » en vidant la Constitution de tous ses garde-fous contre la dictature. Cela a permis d'institutionnaliser la « démocrature »². Avec une démocratie falsifiée³, c'est une véritable dictature dissimulée derrière des militaires et un clan ethnico-familial qui se sont imposés au fil des années, non sans l'appui intéressée de dirigeants français, plus soucieux du financement de leur élection ou parfois de leur enrichissement personnel.

2. LEGITIMER LA CONSTITUTION DE LA DEMOCRATURE

Toute l'astuce imposée au Peuple tchadien par la force régaliennne d'un Etat, récupérée par des « militaires » formés pour protéger et obéir au « chef », repose sur la falsification de la vérité des urnes et son corollaire, la falsification des comptes publics.

Il s'agit d'une institutionnalisation d'un processus décisionnel pyramidal sous-jacent qui permet la « légitimation constitutionnelle des démocratures⁴ » en Afrique, au Tchad et au Togo en particulier.

Le problème est que la Constitution que proposent les Etats en situation avancée de démocrature, non seulement se révèlent incapables de défendre les principes et valeurs qu'elles font semblant de promouvoir auprès du Peuple, mais par un jeu subtil de la corruption de proximité et généralisée, conservent les tenants du pouvoir en poste sans une alternative véritable autre que le Coup d'Etat. Personne ne peut nier que c'est avec l'appui extérieur des Etats industrialisés que les tenants de régime militarisé fondent leur puissance partiellement sur la légitimation des démocratures. Ils se sont spécialisés dans l'habillage constitutionnel et le dol juridique. Ils sont devenus des experts dans une forme d'assimilation et d'adaptation du cadre constitutionnel en constante évolution selon leur bon vouloir pour mieux asseoir leur autocratie tyrannique.

Du coup, la Constitution est systématiquement modifiée dans les démocratures afin d'asseoir une légitimation constitutionnelle fondée sur la force des militaires « zélées » et souvent « corrompues » et donc inefficaces. La Constitution dite « Loi fondamentale » permet une forme de dictature non pas de la démocratie, mais de la démocrature, au point d'être utilisée comme un instrument de propagande, voire





de légitimation d'un pouvoir qu'il ne faut jamais « perdre ». Il suffit de construire un discours de légitimation des « anti-valeurs de la démocratie » pour faire accepter par la force, les valeurs de la démocratie. A ce titre, ces « gens » n'hésitent pas à acheter tous les corps de métier pour les mettre à leur service, mais une priorité est accordée aux responsables de médias ou d'associations de « vulgarisation » surtout dans les zones où l'analphabétisme est important.

La légitimation constitutionnelle des démocraties a alors besoin d'une reconnaissance internationale que certains pays ex-colonisateurs s'empressent de fournir, surtout par le biais de l'appui militaire et la communication par des médias censées couvrir le « monde ». Les pays acceptant le principe de la servitude volontaire sont alors réduits à n'être que de simples exécutants de la politique étrangère en Afrique de certaines grandes puissances. Alors la question légitime se pose de savoir si toute cette architecture de légitimation des anti-valeurs a permis d'améliorer le pouvoir d'achat, le bien-être et surtout la liberté du peuple africain, tchadien en particulier ? La réponse est évidemment négative.

3. ABSENCE D'UNE CULTURE DE LA CREATION DE RICHESSES ET DE L'INCLUSIVITE

Pour les populations, la croissance de la richesse (Produit intérieur brut) par habitant qui détermine d'ailleurs le pouvoir d'achat, est passée au Tchad en moins de 15 ans, c'est-à-dire entre 2004/2008 de 6 % de croissance de la richesse par habitant à une croissance négative en 2021 avec -1,5 %. Comment expliquer qu'entre 2015 et 2021, c'est-à-dire les 8 dernières années du règne d'Idriss Déby Itno, la création de richesse par habitant créée dans ce pays est systématiquement négative (voir le graphique).

Autrement dit, l'absence de vérité des comptes publics et de la corruption qui lui est associée ont fait que l'essentiel de la richesse de ce pays n'a pas été distribué équitablement. Celle-ci été concentrée dans les mains d'une oligarchie qui n'a pas de culture de la création de richesses, encore moins de l'inclusivité. Un tel système ne peut servir de référence pour les autres pays africains. Le problème est qu'une partie du Tchad s'est mise au service des intérêts étrangers, profitant du justificatif du combat contre le terrorisme dans le Sahel, conséquences des errements stratégiques d'un président français. Alors, il faut absolument empêcher les pauvres de prendre conscience de leur poids politique. La solution, préserver le peuple tchadien dans la pauvreté.

4. SUCER LES PAUVRES JUSQU'À LA MOELLE

Déjà en 2011, les 20 % des plus riches au Tchad accaparaient plus de 48,8 % des revenus alors que les 20 % des plus pauvres, ne se partageaient que 4,9 % des revenus⁵. A la fin du règne d'Idriss Déby Itno, les statistiques ne sont plus communiqués. Mais les estimations ne remettent pas en cause le fait qu'il y a eu une concentration de la richesse dans les mains des 20 % les plus riches et plus particulièrement les plus proches de celui qui dirigea le Tchad.

Si l'inflation semble maîtrisée au point de vue des statistiques au cours des trois décennies passées, la réalité sur le terrain est tout autre. Les prix ont été multiplié au moins par 7 pour ce qui est des biens de premières nécessités et les produits de consommation courante. D'ailleurs, en 2021, l'inflation estimé à 3 % par le Fond monétaire international reste supérieur à la moyenne des pays de l'Afrique centrale qui est de 2,3 % (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale - CEMAC⁶). Les efforts consentis pour la guerre, notamment pour soutenir l'armée français dans le Sahel, a ralenti le transfert de pouvoir





d'achat vers les populations. Bien sûr, les conséquences de la pandémie de la COVID-19 ne sont pas à négliger dans un tableau économique morose et peu transparent.

5. RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS TCHADIENS PARTAGÉE AVEC CERTAINS DIRIGEANTS FRANÇAIS

La responsabilité doit être partagée avec certains dirigeants français au moins au cours des quatre décennies passées, sinon depuis l'accession à l'indépendance octroyée au Tchad (11 août 1960) dans les années 1960. Les responsables de la Françafrique se sont parfois confondus avec les dirigeants français qui se sont sentis obligés de, systématiquement, soutenir le régime d'Hissène Habré, l'ex-président condamné par la justice, puis celui d'Idriss Déby Itno avec comme contrepartie le refus de soutenir les forces démocratiques du pays, qui en ont payé le prix avec des assassinats sommaires et injustifiés, des disparitions et des exils récurrents, sans compter les intimidations permanentes. Bref, une vie de misère des responsables indépendants de l'opposition tchadiennes.

Encore aujourd'hui, les bases militaires de la France au Tchad sont des vestiges non pas que de la lutte contre le terrorisme, mais surtout d'un pré carré réduit à sa portion congrue, à savoir les fidèles des fidèles chefs d'Etat au pouvoir en Afrique. Les terroristes de tous poils l'ont compris et sont de cibler les représentants des Etats qui agissent contre leur intérêt, et accessoirement contre une partie du peuple marginalisé.

A ce titre, le Togo pourrait être le prochain sur la liste des « coups d'Etat » imprévus. En effet, une vague d'attentats en Afrique semble de plus en plus cibler en priorité les militaires et les responsables africains qui oppriment le Peuple africain, et en filigrane, les pays occidentaux qui contribuent à les maintenir au pouvoir en ne respectant pas les Constitutions. Un autre type d'attentats consistent à saboter le rêve de bénéfices d'entreprises multinationales sur le dos des peuples, non sans arrière-pensée de création d'un Etat fondé sur la Charia...

Finalement, la responsabilité des dirigeants français dans l'augmentation des lois liberticides, de l'absence de démocratie « propre » et surtout de l'appauvrissement de la population tchadienne ne peut être occultée. Mais en période électorale, les « politiques font feu de tout bois », autrement dit, tout ce qui peut contribuer à financer une campagne électorale en Occident comme au Tchad est bon à prendre...

La démocratie en Afrique et la liberté des Peuples africains peuvent « attendre » ...

6. LA MONTÉE EN PUISSANCE DU PEUPLE AFRICAIN INDÉPENDANT

Le problème est que la nouvelle génération d'Africains et surtout celles et ceux de la Diaspora africaine indépendante semblent de plus en plus déterminer à ne plus subir le chômage, les vexations et les humiliations en Occident et s'organisent pour reprendre leur droit en Afrique.

Aussi, pour conclure, il y a un véritable problème de culture de la création de richesses au Tchad qui fait que sans un changement du logiciel de gouvernance économique, il sera difficile de créer un environnement pour que la richesse se crée au niveau de l'agriculture, de l'entreprise, des échanges régulés, ce avec de l'innovation, de la transformation locale des matières premières, des créations d'emplois décents et de distribution de pouvoir d'achats afin d'assurer un partage plus équitable des richesses.

Tout africain correctement informé doute du fait que ce soit encore des militaires, le fils du père, qui puissent assurer la direction de l'Etat au Tchad, puisqu'en trente ans, le bilan du père, un régime militarisé,





ne peut afficher qu'un bilan négatif tant sur l'amélioration des inégalités, de la pauvreté, de la corruption et surtout du pouvoir d'achat des populations tchadiennes, ce dans leur très grande majorité. Comment est-ce que la tendance générale du solde des échanges commerciales au Tchad est descendante, ce entre 2004 et 2022 (voir graphique).

7. LES MILITAIRES-GOUVERNANTS AU TCHAD ET EN AFRIQUE : UNE MALÉDICTION...

Au-delà de la pandémie sanitaire et du terrorisme grandissant et de la mise à l'écart récurrente de la Constitution et de la société civile et politique d'opposition tchadiennes, c'est bien l'aggravation des inégalités socio-économiques préexistantes dopées par les tensions politiques qui risquent de faire disparaître la confiance et l'euphorie des Etats et des potentiels investisseurs qui affichent leur soutien à un véritable coup d'Etat au Tchad.

La Constitution tchadienne ne prévoit pas que le fils du père prenne en charge la présidence avec l'appui des militaires, y compris pour 18 mois officiellement, le tout sans un vote des populations.

Les nouveaux tenants du pouvoir au Tchad oublient systématiquement et régulièrement d'intégrer les populations locales dans leur stratégie de démocratisation du pays, et d'inclusivité de la création de richesses. Aussi, l'interventionnisme de l'Etat militarisé du Tchad aura du mal à convaincre que des politiques au service du peuple sera mise en place au cours des 18 mois de transition à venir, compte tenu des résultats économiques passés du feu Idriss Déby Itno.

La seule efficacité constatée est bien la prise de pouvoir en toute illégalité de la Constitution tchadienne. Aussi, personne ne peut faire abstraction de la responsabilité des militaires dans la situation actuelle d'instabilité croissante au Tchad. YEA.

23 avril 2021.

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO
Directeur Afrocentricity Think Tank
yeamaizo@afrocentricity.info

© Afrocentricity Think Tank

¹ Interview du Dr. Yves Ekoué AMAÏZO sur Africa Radio Paris, le 22 avril 2021 par le journaliste Nadir DJENNAD dans la page économie sur le Tchad. Voir le podcast mise en ligne 24 avril 2021 : <https://www.africaradio.com/> - Contact : n.djennad@africaradio.com <https://www.africaradio.com/>

² Nlandu, P. G. (2019). *Les démocraties en Afrique noire : Une étude des pathologies de la démocratie en Afrique centrale Les cas du Gabon, du Congo et de la R.D.C.*. Editions L'Harmattan : Paris.

³ Liniger-Goumaz, M. (2000). *La Démocrature : dictature camouflée, démocratie truquée*. Editions L'Harmattan : Paris.

⁴ Collectif (2019). *Revue Pouvoirs*. « Les Démocraties ». Numéro 169. 4 avril 2019. Editions Le Seuil : Paris ; lire plus particulièrement Philippe, X. (2019) in « Les démocraties », pp.33-45.

⁵ World Bank (2021). *World Development indicators 2021*. The World Bank : Washington D.C.

⁶ IMF (2021). *Regional Economic Outlook for Sub-Saharan Africa. Navigating a Long Pandemic*. April 2021. International Monetary Fund: Washington D.C.

